

Élites et progrès agricole

Introduction

Nadine Vivier

Quels furent les hommes et les femmes activement impliqués dans l'introduction de nouvelles méthodes agricoles? La question ne se posait guère à l'historien tant la réponse semblait évidente. Seuls ceux qui détenaient la terre et les capitaux, autrement dit les grands propriétaires, étaient considérés comme ayant les capacités d'agir. Les choses étaient-elles aussi simples? Les grands propriétaires s'occupaient-ils efficacement de l'agriculture sur leur domaine? Les paysans étaient-ils si englués dans leur routine, selon l'image traditionnelle, qu'ils ne pouvaient rien modifier? S'interroger sur la composition de cette élite des gens impliqués dans le progrès agricole remettait en cause les idées reçues. Elle s'est révélée judicieuse.

Le Laboratoire d'Histoire Anthropologique du Mans, intégré depuis lors à l'équipe du Centre de Recherches Historiques de l'Ouest (CERHIO - UMR 6258) a décidé de lancer une recherche sur ce sujet afin de tenter de définir quels étaient les acteurs du progrès agricole. Le terme de progrès est certes connoté, il renvoie aux idées de "l'ère des Lumières" et du XIXe siècle ; il inclut aussi bien les améliorations de la production agricole que celles de la productivité de la main d'œuvre et de ses conditions de vie. Même si cette notion de progrès s'est enrichie au cours du XIXe siècle, si elle est devenue plus exigeante dans son contenu théorique, elle n'est pas une notion étrangère aux siècles antérieurs. Dès le XVIe siècle (sans préjuger des siècles antérieurs qui sont ici hors de notre champ de recherche), des propriétaires et cultivateurs se préoccupaient d'améliorer leur domaine. La notion de progrès se révélant acceptable pour toute la période du XVIe au XXe siècle, une enquête collective sur ce thème fut décidée. Les chercheurs du Mans travaillaient sur la France. Une ouverture internationale semblait indispensable dans le but de confronter des traditions historiographiques différentes. Grâce aux sessions organisées au sein des conférences de l'European Social Science History en 2006 à Amsterdam puis en 2008 à Lisbonne, d'autres chercheurs spécialisés sur ce sujet, nous

ont rejoints¹. L'aire géographique concernée s'élargit ainsi aux pays où s'impose le modèle européen, l'Europe occidentale et centrale ainsi que les colonies européennes d'Amérique: Etats-Unis, Canada et Mexique où les modèles britannique et espagnol furent prédominants. Nous avons ainsi réuni et discuté treize textes qui jettent chacun un éclairage sur ce sujet très vaste dans le temps et dans l'espace. Il nous reste à justifier la pertinence de ce choix en rappelant tout d'abord l'historiographie des élites.

Les travaux ont été nombreux, surtout sur le rôle culturel et politique. En revanche, le rôle des élites dans la modernisation agricole n'a pas fait l'objet d'études approfondies, tant les idées reçues étaient fortes. Une comparaison internationale montre d'importantes disparités, d'un pays à l'autre, en fonction du contexte politique. Deux grands courants existent, l'un détracteur des élites et l'autre laudateur. Au milieu du XVIII^e siècle, les Physiocrates et les autres économistes de l'époque des Lumières, comme les caméralistes allemands, ont vanté le modèle anglais des grands domaines, voie obligée vers le progrès agricole ; ils estimaient que seuls les grands propriétaires étaient capables d'introduire les innovations, grâce à leur savoir et leurs capitaux. Cette représentation d'un mouvement de descente du progrès vers les masses grâce à l'action des notables a été très largement répandue en Angleterre, en France et en Allemagne ; bien que discutée, elle est restée vivace jusqu'à nos jours en France².

À l'inverse, les grands propriétaires ont été tenus pour responsables du retard économique dans les pays où dominaient les latifundia et l'analphabétisme des paysans. Là, les grands propriétaires du XIX^e siècle ont été vus par leurs contemporains soit comme des agents d'innovations, et les exemples les plus célèbres en sont les comtes de Cavour et Jacini, soit comme une classe passive, archaïque. Dès le début du XX^e siècle, surtout après la création des partis communistes, ils ont été considérés comme des obstacles majeurs au progrès, aussi bien par les historiens que par l'opinion publique.

¹ En 2006, session organisée par Nadine Vivier avec Laurent Bourquin, Stefan Brakensiek et Richard Hoyle. En 2008, session organisée par Nadine Vivier. Présidée et discutée par Richard Hoyle, elle réunissait les présentations de Ursula Schlude, Alejandro Tortolero, Daniel Samson et Nadine Vivier présenta les premières conclusions afin de les soumettre à la discussion.

² Les travaux de Maurice Agulhon y ont beaucoup contribué. Voir la discussion actuelle dans La politisation des campagnes au XIX^e siècle, Coll. Ecole française de Rome, 274, 2000.

Selon eux, la responsabilité de l'aristocratie était d'autant plus grande qu'elle entraînait le retard global de l'économie ; cette réflexion se déroulait sur fond d'agitation dans les campagnes pour obtenir une réforme agraire (Prusse orientale et Italie en 1919). Ces revendications ont réussi en Espagne où la Seconde République a dépossédé les grands propriétaires (Juan Carmona³). Au Mexique, les historiens ont même vu dans le système du grand domaine, l'hacienda, une cause essentielle de la révolution (Alejandro Tortolero). Les recherches aujourd'hui sont plus nuancées, elles aboutissent à des conclusions modérées ou même restent interrogatives. Elles attachent beaucoup plus d'importance aux paysans et aux individus, plutôt qu'aux classes. De plus, les historiens essaient de s'affranchir un peu mieux des considérations politiques et de se baser sur les documents écrits. Le renouveau de ces études doit beaucoup au mouvement récent des idéologies et à la réflexion sur le modèle anglais qui perd aujourd'hui son statut de modèle unique de développement⁴.

En France, il y a eu de nombreuses monographies sur des membres de l'élite⁵, mais si nous considérons seulement les réflexions sur la notion d'élite, les travaux récents portent essentiellement sur les élites du pouvoir et de la fortune, donc les élites urbaines. Toutefois, les Journées de Flaran en 2005 furent consacrées aux élites rurales, entendues dans le sens d'un groupe social intermédiaire entre la paysannerie et l'aristocratie. Les travaux ont abouti à "définir les élites rurales comme un groupe à attaches rurales prioritaires, en situation de supériorité économique [... ce qui] se traduit par l'exercice d'une influence sociale très largement comprise, et par des rôles dans l'organisation de la vie collective. Celui d'intermédiaire, entre collectivité(s) villageoise(s) et autorités diverses, s'avère des plus décisifs"⁶.

³ Nous renvoyons ainsi aux chapitres du présent ouvrage. Cette introduction s'appuie essentiellement sur les treize études suivantes ; par souci d'alléger, elle répète peu ces renvois.

⁴ Voir O'Brien

⁵ Par exemple, sur l'aristocratie possédant de grands domaines, Jean Duma, *Penthièvre* et sur l'élite des producteurs Jean-Marc Moriceau, *Les fermiers d'Île-de-France*, Paris, Fayard,

⁶ Menant François et Jessenne Jean-Pierre (ed.), *Les élites rurales dans l'Europe médiévale et moderne*, PU du Mirail, 2007, p. 320

Tout en étant le plus approchant du nôtre, ce thème de recherche est différent. Toutefois, il existe un point commun dans la démarche méthodologique. La réflexion n'est pas partie d'une définition des élites en termes de catégorie sociale ; au contraire son but était d'aboutir à une définition. Mais la définition obtenue, qui vient d'être citée, ne peut être figée. « Ces élites rurales vivent d'interrelations multiples entre groupes sociaux, entre villages et villes ou état. »⁷.

Notre réflexion a pour but de définir les élites du progrès agricole. Le rapprochement dans cet ouvrage de treize études sur des lieux et temporalités allant du XVIe au XXe siècle ne disperse pas l'attention, au contraire il permet d'aboutir à une définition dynamique de ces élites. L'introduction présentée ici essaie de mettre en relief quelques acquis de ces études. Elle tente de définir d'abord ces élites du progrès, dont le nombre s'accroît progressivement au fil des siècles : qui les composaient, quelle proportion de la société représentaient-elles ? Et quelles étaient leurs motivations ? Puis l'interrogation se porte, dans un deuxième temps, sur les types d'actions privilégiés par les élites : ouvrages et expériences, innovations techniques et structurelles. Enfin, se pose la question la plus débattue, la plus difficile à apprécier : quels furent l'impact de ces actions, les résultats obtenus par les élites ?

1. Définition des élites du progrès agricole et de leurs motivations

La composition des élites impliquées dans le changement agricole s'est progressivement élargie du XVIe siècle à nos jours. Bien que leurs motivations gardent des constantes (impératifs économiques, impact de la morale chrétienne...), chaque époque garde ses spécificités. C'est pourquoi, trois périodes sont nettement individualisées ici, au risque de répétitions dans ce texte de présentation. Les deux dates majeures de césures sont tout d'abord le milieu du XVIIIe siècle avec l'apparition des sociétés d'agriculture qui introduisent la volonté d'une réflexion collective sur les moyens du progrès agricole ; puis le milieu du XIXe siècle qui veut élargir la diffusion de ces idées au public le plus large.

⁷ Idem

1.1 Aux XVI^e et XVII^e siècles, le prestige d'une minorité parmi les princes, nobles et fermiers

Les élites impliquées dans l'agriculture constituent un large éventail social, du prince régnant et des membres de la haute noblesse qui possèdent de nombreux domaines jusqu'aux petits nobles établis dans un seul village et aux fermiers des grands domaines, en passant par les membres de la gentry anglaise ou bien de la « noblesse seconde » en France⁸. Parmi eux figurent aussi les membres du clergé, le plus souvent issus de ces milieux aisés et urbains⁹. Les quatre études sur les XVI^e et XVII^e siècles réunies ici présentent des individus qui ont manifesté une réelle volonté d'améliorer la production de leurs domaines. Pour autant, il est clair qu'il ne s'agit pas d'une attitude qui touche tous les membres de la noblesse ; il est même probable qu'ils ne représentent qu'une minorité parmi les nobles.

Leurs motivations sont bien entendu économiques. Richard Hoyle y voit même la raison déterminante. Certes, le revenu de leurs terres est le fondement de leur richesse et ils aspirent encore à l'enrichissement. Au-delà de cette évidence, la bonne tenue et l'abondante production du domaine prend une signification morale. L'approvisionnement de la maison, du domaine ou de la cour princière apporte la preuve de cette réussite. Il y va donc du prestige de la famille qui veut être un modèle. Leurs motivations peuvent aller des obligations scientifiques (cour princière de Dresde) aux contributions plus modestes au progrès chez la gentry anglaise ou encore à la fierté du fermier qui réussit. Pour un prince régnant comme le prince électeur de Saxe, l'enjeu est encore plus important. La réussite économique est considérée comme une preuve de la capacité à régner : pour lui, la réforme des domaines seigneuriaux va de pair avec l'intensification de la présence de l'Etat.

⁸ Voir la définition de ce concept créé par Jean Marie Constant et Laurent Bourquin dans leurs articles

⁹ Aucune étude particulière ne leur est ici consacrée. Un colloque s'est tenu sur ce thème dont les actes ont été publiés : Florent Quellier et Georges Provost, Du Ciel à la terre. Clergé et agriculture, XVI^e-XIX^e siècle, PUR, 2008.

A une échelle proportionnelle à leur rang social, ceux qui appartiennent à la noblesse peuvent investir l'agriculture comme domaine où leur réussite justifie leur rôle social. D'autres peuvent choisir de protéger les arts. Tous les nobles ont en commun, en Grande-Bretagne, en Saxe ou en France, de vouloir préserver leur légitimité sociale. Ceux qui ont acheté les terres des monastères lors de la réforme en Saxe, veulent prouver qu'ils sont des héritiers dignes, qu'ils gèrent aussi bien que les moines (Ursula Schlude). Les nobles français qui bénéficient de privilèges veulent aussi les justifier par leur rôle de modèle. Laurent Bourquin rappelle l'éthique qui les habite. Une seigneurie est conçue comme le microcosme de l'ordre idéal voulu par Dieu. L'exploitation raisonnée d'une terre est adossée à la restauration de la morale chrétienne dans les campagnes. L'agronomie telle que la conçoit Olivier de Serres s'inscrit dans cette perspective religieuse. Au XVIII^e siècle, la dimension morale subsiste car le progrès agricole garde pour objectif essentiel de réduire la mendicité. Le travail est une valeur morale hautement appréciée: l'exemple des nobles beaucerons le montre, à travers les railleries des citadins dont le théâtre se fait l'écho (Jean-Marie Constant).

1.2 1750-1850, l'extension à une élite intellectuelle

La création des sociétés d'agriculture, vers le milieu du XVIII^e siècle, change la nature de la démarche¹⁰. Individuelle jusqu'ici, elle s'inscrit maintenant dans une volonté collective. Les théoriciens de l'économie voient dans la terre l'une des principales sources de richesse (Adam Smith, les Caméralistes, les *Illustrados* espagnols; François Quesnay et les physiocrates voient même en elle la seule source de richesse). De là naît une grande vogue de l'intérêt pour l'agriculture. Reprise par les gouvernements à travers l'Europe, cette idée fait naître l'agronomie et la volonté de diffuser le plus possible les nouvelles connaissances. Elles ne seront plus l'apanage des nobles et de leurs fermiers.

Pour atteindre ce but, la création de sociétés d'agriculture sur le modèle anglais est encouragée par les gouvernements, tant en Europe que dans les colonies d'Amérique du Nord. Elles réunissent en leur sein un assez large éventail social, de gentilshommes,

¹⁰ Contributions de L. Neraud, N. Rago, D. Samson, N. Vivier

bourgeois et curés. En France, l'intendant d'Alençon a tant de mal à recruter les membres qu'il choisit des lettrés et parmi eux, fort peu de gens concernés par l'agriculture (Nicolas Rago). Au Canada, le marchand John Young a façonné les sociétés d'agriculture selon le modèle britannique imaginé par John Sainclair, celui de sociétés d'initiative privée, soutenues par l'Etat. Elles sont dominées dans les colonies anglaises du Canada par les négociants et les hommes politiques. Elles réussissent à toucher les élites locales (Daniel Samson). Aux Etats-Unis, les hommes d'influence y côtoient les pasteurs, médecins, rédacteurs de journaux agricoles, exploitants ou maîtres de poste (Lucienne Néraud). Ces sociétés tendent à ressembler à des clubs de gentlemen. Le fait qu'elles regroupent grands et petits propriétaires montre que leur intérêt n'est pas seulement économique, l'idéal de progrès les touche sincèrement. On peut même penser que la période 1750-1800 est celle où les hommes sont le plus passionnés par l'espoir de réaliser le progrès, époque romantique oblige !

Outre cet idéal de progrès qui conquiert les élites intellectuelles s'ajoutent d'autres notions morales, dans la continuité de celles des siècles passés. La notion d'honneur du XVI^e siècle est relayée par la recherche du prestige que constitue la nomination dans ces sociétés puisqu'elle est censée être attribuée au mérite. La valeur du travail prend une nouvelle ampleur; les innovateurs considèrent leur action comme une rédemption. Daniel Samson évoque, pour le Canada, le rôle central dévolu à l'agriculture, moralement supérieure à toute autre occupation. Elle est vue comme une école de tempérance. C'est dans le cadre de telles activités que peut se développer la volonté d'améliorer les comportements ordinaires: respect de la stabilité politique, d'une conduite réglée et sobre. Il s'y ajoute enfin une nouvelle préoccupation : une agriculture prospère peut retenir à la terre une abondante population et lui éviter d'émigrer. Les gouvernements craignent l'émigration vers les villes où les masses peuvent être remuantes, c'est le cas en France dès la seconde moitié du XVIII^e siècle. Les enjeux sont encore plus forts aux Etats-Unis. En effet, les Américains craignent l'émigration des anciens états de l'est vers les nouveaux états de l'ouest, aux terres vierges. Cela aurait de fâcheuses conséquences politiques pour ces états anciens: une perte de population signifierait une perte de poids économique et politique par la diminution du nombre de représentants au Congrès (L. Néraud).

Dès cette époque, la volonté de progrès agricole est une valeur largement partagée, mais elle recouvre deux courants idéologiques opposés. Le premier, conservateur, veut une société agraire qui devienne économiquement plus productive afin de faire vivre la société rurale traditionnelle, sans en modifier les structures. L'autre courant, qualifié au XIXe siècle de libéral, inscrit le développement de l'agriculture dans un contexte global de développement économique, à parité avec l'industrialisation, ce qui doit entraîner des bouleversements sociaux. Ces positions sont bien mises en lumière dans l'étude de Lucienne Néraud sur les Etats-Unis. Il en va de même en France où les légitimistes tentent, après 1830, de regagner un rôle politique (Nadine Vivier). Alors que dans le Midi, le légitimisme s'implante en milieu urbain et se préoccupe très peu de progrès agricole, un légitimisme rural s'implante dans l'ouest de la France ; il a besoin d'une implication dans l'innovation agricole pour enraciner son action, et il s'appuie souvent sur l'aide active du clergé.

1.3 1850 -1940 : l'élite des cultivateurs expérimentés

Vers le milieu du siècle est franchi un nouveau pas. Les cercles intellectuels des sociétés d'agriculture ne sont plus considérés comme suffisants pour la diffusion du progrès agricole. Les administrations et gouvernements ont l'ambition de toucher plus de monde. Trois méthodes de diffusion des progrès agricoles sont privilégiées: les journaux agricoles, l'instruction et la pédagogie par l'exemple.

Certains journaux agricoles émanent des sociétés d'agriculture, d'autres sont dirigés par des agronomes: ils s'adressent à un public de propriétaires et grands fermiers. Mais les almanachs agricoles qui sont très largement diffusés en France au début du XIXe siècle donnent aussi des conseils de méthodes agricoles, de tenue de la ferme et de conduite morale. Leur rôle est difficile à mesurer, mais il est certainement important grâce à la lecture lors des veillées.

Partout en Europe est apparue vers 1800 l'idée d'une nécessaire formation. Les écoles destinées à former des régisseurs de grandes exploitations et des valets de ferme se développent en France, en Italie, et de façon générale en Europe, à l'exception de

l'Espagne qui commence un peu plus tard. En Hongrie, le comte Festetics crée dès 1797 une première école « scientifique », le Georgikon situé sur son domaine de la région du lac Balaton; il complète ceci par la création d'écoles spécialisées pour les forêts, l'horticulture, les chevaux (1805-08)¹¹. Deux autres instituts sont ensuite créés: à Hofwyl en Suisse par Emanuel Fellenberg en 1804 et à Möglin près de Berlin par Albrecht von Thaer in 1806. Les deux expériences majeures suivantes s'en inspirent, ce sont celles de Matthieu de Dombasle, à Roville près de Nancy, en 1822 et celle de Cosimo Ridolfi à Melegnano en Toscane en 1834. Elles exercent elles-mêmes une grande influence car les échanges intellectuels en ce domaine sont extrêmement denses. Si les premières expériences sont le fait de riches notables, des associations ou des groupes de propriétaires agronomes ont vite pris le relais. Ils ont recherché le soutien moral et financier de l'État, qui peu à peu s'est investi dans cette formation professionnelle.

Ces écoles forment des régisseurs ou intendants de grands domaines qui jouent un rôle fondamental. L'exemple de la Hongrie le démontre (András Vari). Ils étaient considérés à l'égal de l'aristocratie et leur position s'est renforcée grâce au développement de techniques agricoles scientifiques à partir des années 1850-60. Malgré tout, leur statut restait précaire et ils se sont battus pour obtenir la reconnaissance d'un statut professionnel. Ils y ont réussi en 1900, tirant profit des difficultés de l'aristocratie foncière affrontée à la crise agricole des années 1880.

A côté de ces écoles qui forment des régisseurs qualifiés, à un niveau analogue à celui des ingénieurs, il existe des fermes-écoles qui forment des valets de ferme. Leur nombre n'a jamais été considérable. En France, le nombre des fermes-écoles et de leurs élèves croît de 1845 à 1860 puis décline lentement jusqu'à la fin du siècle. En fait, ce modèle est mal adapté aux besoins de l'agriculture française. Une moitié des exploitations est de petite taille, en faire-valoir direct ; le cultivateur a besoin de connaître et exécuter toutes les tâches, y compris la gestion. Donc la formation par les fermes-écoles est insuffisante. L'autre moitié, composée de grandes exploitations, repose sur des régisseurs commandant une main d'œuvre de journaliers agricoles ; certains propriétaires

¹¹ Kurucz G., "The first Hungarian college of farming, 1797-1848", in *State and Rural Societies: Policy and Education, 1750-2000*, N. Vivier (ed.), Brepols, 2008

préfèrent une main d'œuvre peu qualifiée, moins chère. Aussi, un troisième moyen est-il employé pour améliorer la formation des jeunes ruraux : des cours d'agriculture dispensés par l'instituteur à l'école primaire.¹²

L'autre méthode encouragée par les gouvernements et utilisée par les élites traditionnelles est la pédagogie par l'exemple grâce aux foires et aux concours des comices. Ainsi, chaque village est touché par la démonstration des nouvelles pratiques. Ceux qui y ont participé dispersent leur exemple. Les motivations des nombreux soldats de cette armée du progrès résident à la fois dans leur intérêt économique et dans la fierté de bien réussir (N. Vivier). Quant aux grands propriétaires, ils continuent à être animés de motivations analogues à celles du XVIII^e siècle, associant intérêt scientifique, économique et recherche du prestige. Les formes évoluent toutefois avec l'introduction du machinisme. Dans les pays de latifundia, comme en Hongrie ou en Espagne et au Mexique, les grands propriétaires veulent maintenir leur emprise sociale sur les prolétaires. Acheter des machines modernes sur les haciendas mexicaines, c'est donner l'exemple du progrès, c'est aussi une façon de modérer les prétentions des journaliers (A. Tortolero)

La valeur morale du travail agricole, qui n'a jamais disparu, a été mise en exergue aux XIX^e et XX^e siècles. La valeur rédemptrice du travail de la terre et de la vie saine à la campagne justifie la création de colonies agricoles pour accueillir des hommes, jeunes ou vieux, non insérés dans la société. A partir des premières expériences (en Hollande), on généralise ces colonies qui accueillent de jeunes détenus (70 établissements en France créés entre 1838 et 1885). Rentables économiquement, ces colonies ont pour but de remettre les enfants dans le droit chemin en leur inculquant à la fois les valeurs morales et les méthodes de travail ; elles veulent résoudre la question sociale en soustrayant ces jeunes au milieu urbain. Yvan Jablonka met en relief le côté paradoxal de ce projet: d'une part il s'inscrit dans la perspective réactionnaire d'un retour à la terre par refus

¹² Voir le témoignage d'un petit paysan breton, Jean-Marie Deguignet, Mémoires d'un paysan breton, An Here, 2000. Voir aussi Michel Boulet, Les enjeux de la formation des acteurs de l'agriculture, Educagri, Dijon, 2000, p. 25.

d'un univers industriel et urbain, et d'autre part il fait le pari de la modernité des techniques agricoles.

L'idée chrétienne de la dignité particulière du travail agricole trouve un nouvel essor lorsque s'aggrave la crainte devant la désagrégation de la société rurale sous l'influence des idées modernes. L'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers, créée en 1872 par Albert de Mun, vise à la promotion d'un ordre social d'inspiration chrétienne. Ce projet contre-révolutionnaire qui mise sur l'association, sous forme de corporation à caractère religieux, va de pair avec la modernisation des techniques. Peu à peu se différencient les confréries agricoles et les syndicats. Les cercles catholiques servent de relais au départ, puis l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF) créée en 1886 donne l'impulsion. Si les notables des cercles visent à l'immobilisme social pour maintenir leur emprise, les groupes de l'ACJF jouent au contraire un rôle pionnier dans le domaine social. Le virage s'accroît au XX^e siècle avec la Jeunesse agricole catholique (JAC) : la morale chrétienne devient la base d'une transformation des campagnes, aussi bien sociale que technologique.

Cette étude de Brigitte Waché illustre bien l'élargissement progressif des élites concernées par le progrès agricole. Des années 1870 à 1940, trois étapes essentielles se succèdent. La première correspond à l'ère des notables appelés à jouer un rôle de « paternité sociale », c'est ce qui se retrouve dans le cadre de l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers aussi bien que chez les fondateurs des colonies pénitentiaires. Une deuxième phase est le fruit de la formation donnée à la jeunesse au sein des cercles d'études de l'ACJF et correspond à une période intermédiaire durant laquelle les notables jouent un rôle de relais auprès des jeunes ruraux pour les stimuler dans leurs prises de responsabilités. Cette période intermédiaire débouche, dans l'entre-deux-guerres et surtout après la seconde guerre mondiale, sur la promotion de nouvelles élites rurales formées au sein de la JAC, composées de petits agriculteurs. À travers cette étude particulière, nous pouvons aussi deviner le rôle joué par les prêtres qui, à partir du XIX^e siècle, se sont rapprochés des paysans car ils sont le souvent issus du monde rural : ils

ont pu être des expérimentateurs ou des innovateurs, se sont investis dans l'enseignement agricole et ont collecté des capitaux¹³.

L'élargissement des élites ne concerne-t-il que les hommes? La place des femmes semble bien faible. Ceci est-il le reflet de la réalité ou bien de notre ignorance? La princesse Anna de Saxe fut-elle un cas isolé, révélé par un manuscrit à travers lequel on découvre son rôle à la fois scientifique et de gestionnaire. Alors que bien des veuves dirigent des exploitations, parfois même de grandes fermes, il est rare que se dégage la figure d'une femme, même à l'époque des Lumières où pourtant des femmes sont impliquées dans le mouvement philosophique (telle Emilie du Châtelet qui traduit Newton). Au XIXe siècle, les abondantes publications sont majoritairement le fait des hommes, toutefois quelques femmes contribuent à la réflexion comme Mme Marie-Sincère Romieu, qui écrit sous ce pseudonyme : *Des Paysans et de l'agriculture en France au XIXe siècle : intérêts, mœurs, institutions* (Paris, Vve Bouchard-Huzard, 1865). Il s'agit de Marie Dubreuil de Saint-Germain, qui devenue veuve du préfet Auguste Romieu, livre ses réflexions¹⁴. On peut aussi penser aux femmes qui à la fin du siècle mettent sur pied l'enseignement professionnel pour les jeunes filles, en particulier les écoles de laiterie.

Il est pourtant un moment où le rôle des femmes dans la modernisation agricole est reconnu en France, discrètement mais incontestablement: au sein de la JAC puis surtout après la seconde guerre mondiale, elles deviennent des agents essentiels de la transformation, en obligeant leur famille à moderniser. Nul doute, ce champ de recherche devrait être exploré¹⁵.

¹³ Voir F. Quellier et G. Provost, *Du Ciel à la terre*, op. cit., p. 351-55

¹⁴ Elle épouse ensuite Philarète Chasles

¹⁵ Voir CNJA (Cercle national des jeunes agriculteurs de France), *Comment s'organiser* (Brochure réalisée par Marguerite Planchenault, Marie Catherine Becouarn et Suzanne Stackler), Paris, Institut d'organisation scientifique du travail en agriculture, 1961. Marie-Catherine Becouarn, *L'Évolution des techniques en agriculture et le travail des femmes*, CNRS, Centre d'études sociologiques et Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social ; Paris : C.O.R.D.E.S., 1973

II Les méthodes des élites

Les élites ont utilisé tout un éventail de méthodes pour faire évoluer les pratiques agricoles. Au fil des siècles, réflexion théorique et expériences sont toujours les éléments essentiels. Elles ont été complétées par l'introduction d'innovations techniques et structurelles.

II.1 Ouvrages théoriques et expériences

Tout commence, à toutes les époques, par la publication d'ouvrages théoriques. Au début de l'époque moderne, les ouvrages, œuvres individuelles, recopient parfois en partie des ouvrages antérieurs. Les ouvrages les plus originaux sont ceux qui incluent une réflexion fondée sur l'adaptation aux conditions locales des pratiques d'autres régions. On voit ainsi que le manuscrit de la princesse Anna de Saxe reprend des thèmes traditionnels mais elle y ajoute une réflexion personnelle fondée sur l'observation des résultats obtenus dans ses exploitations domaniales (U. Schlude).

Ces ouvrages personnels continuent à fleurir, oscillant entre traité d'agronomie et réflexion morale sur les tâches agricoles. Au XVIIIe siècle, les sociétés d'agriculture lancent des concours sur un sujet imposé, souvent une question touchant l'ensemble de la société rurale. Ces mémoires sont encore, certes, des œuvres individuelles mais ils sont discutés lors des réunions des membres des sociétés et les meilleurs font l'objet de publications par la société elle-même. Gagner le concours implique non seulement une qualité de la forme mais surtout la présentation d'idées qui agréent à la majorité des membres de la société.

Peu à peu le nombre des publications grandit. Aux livres des notables s'ajoutent les nombreux journaux d'agriculture, en Europe aussi bien qu'en Amérique du Nord. De plus les almanachs, très largement répandus dans les campagnes, diffusent des conseils agronomiques ainsi que des conseils moraux, tels au XIXe siècle *l'Almanach du Père Bujault*, très répandu dans l'ouest ou le *Messenger boiteux* dans l'est, tous deux ayant de multiples éditions à plus de 300 00 exemplaires.[NOTE](#)

À côté des ouvrages théoriques, les expériences acquièrent une importance

croissante. Elles touchent d'abord le secteur de l'horticulture, occupation noble et de prestige. Réservée à la noblesse au XVI^e siècle, elle connaît un regain à la fin du XVIII^e s. et au XIX^e s. où elle attire des citadins au sein des sociétés d'horticulture. L'introduction et l'acclimatation de variétés exotiques sont très en vogue, elles sont faites par des amateurs fortunés et par des pépiniéristes comme Vilmorin-Andrieux ou Clause ainsi que par le Muséum créé en 1793. Les plants venus du monde entier et les expériences de culture sont très activement échangés entre les pays européens. Le Jardin d'Acclimatation, témoin français de cette passion, est créé à Paris sous le Second Empire. Les pépiniéristes sont aussi grainetiers et s'adonnent à la sélection de nouvelles plantes. La lignée des Vilmorin s'y consacre pendant tout le XIX^e siècle : amélioration des plantes fourragères, des betteraves puis du blé. Henry de Vilmorin publie en 1880, *Les Meilleurs blés* (Paris, édition

L'élevage a une image contrastée. L'entretien des bêtes n'est pas considéré comme une tâche digne d'un noble français : le sire de Gouberville se contente de surveiller leur nombre. La princesse de Saxe se préoccupe de l'adéquation entre la surface des prairies et le nombre de bêtes. En revanche, les lords anglais trouvent l'élevage gratifiant dès le XVI^e siècle. Cette importance du modèle anglais aux yeux des gens du continent se conjugue au XVIII^e s. avec l'importance de la question des engrais, et ceci confère à l'élevage priorité et prestige. La sélection et le croisement des races devient un sujet digne des élites, voire même une passion lorsqu'il s'agit des chevaux. L'intérêt pour les bovins et ovins s'affiche aussi. Les sociétés d'agriculture de Nouvelle-Ecosse concentrent leurs efforts sur ce sujet. Plus rare est l'intérêt porté à la pisciculture comme le fait la princesse Anna. La plupart des étangs étaient entre les mains du clergé¹⁶.

II.2 Innovations techniques

Les plus marquantes des innovations techniques sont l'introduction de machines et nouveaux instruments agraires d'une part et irrigation et drainage d'autre part, deux types d'opérations qui nécessitent d'importants investissements.

¹⁶ Chapitres de L. Bourquin, U. Schlude, D. Samson et R. Hoyle. Voir les ouvrages de Reynald Abad, *Le grand marché: l'approvisionnement alimentaire de Paris sous l'Ancien régime*, Fayard, 2002

Les instruments agraires doivent être adaptés aux conditions naturelles locales. C'est d'ailleurs l'un des buts des foires et comices. On y organise des concours ou des démonstrations de labourage, hersage, etc. Ainsi se révèlent les instruments les plus performants et les mieux adaptés au terroir. Les exploitants des fermes-modèles se livrent eux aussi à ces essais. A partir de là, les meilleurs instruments sont acquis sur les grandes exploitations, parfois achetés par les comices ou sociétés d'agriculture qui les prêtent à leurs adhérents. Les premières machines agricoles, à partir du milieu du XIX^e s., restent l'apanage des grandes exploitations. Elles acquièrent une importante signification : symbole de progrès, mais aussi de richesse et donc de prestige. Elles peuvent aussi être un élément de la stratégie des grandes exploitations. Alejandro Tortolero montre comment ces machines sont un substitut d'une main d'œuvre insuffisante, et elles peuvent aussi être un moyen de pression pour limiter les revendications d'une main d'œuvre peu docile sur les haciendas.

La réflexion sur l'agencement des bâtiments se développe. Elle fait partie des projets de propriétaires anglais, comme Vaugham en Herefordshire au début du XVII^e s. Les grandes exploitations essaient de rationaliser le travail, parfois de trouver des sources d'énergie pour l'alléger. Ceci se traduit par la construction de bâtiments neufs dont l'agencement intérieur est très étudié. L'extérieur peut être conçu par des architectes et utiliser les matériaux modernes (tel le fer, le verre) pour des constructions de prestige : c'est le choix de certains lords anglais ; d'autres se contentent de bâtiments discrets et d'aspect extérieur traditionnel, comme bien des exploitants français récompensés par les primes décernées chaque année. Parmi toutes ces innovations destinées à rendre le travail plus efficace, certains ont pu introduire le chemin de fer pour acheminer les productions (exemple des haciendas mexicaines)¹⁷.

L'autre grand souci est l'amélioration des terres par l'irrigation et le drainage, entreprise très hasardeuse tant que les moyens techniques et financiers restent

¹⁷ Références aux chapitres de R. Hoyle et A. Totolero, et aux ouvrages suivants : Susanna Wade Martins, *The English Model Farm. Building the agricultural ideal, 1700-1914*, Windgather, 2002. *Les Primes d'honneur et les médailles de spécialités décernées dans les concours régionaux*, Paris, 1865 à 1871. Disponibles sur CD-Rom, Educagri éditions, 2002: *La terre récompensée*.

insuffisants. A l'époque moderne, on ne trouve guère de cas de drainage réussi dans la région anglaise des Fens. Les rares exemples découverts par Richard Hoyle se soldent par de grosses difficultés financières (cas du duc de Bedford) ou même des faillites. La situation est analogue en France. Jusqu'en 1789, aux difficultés techniques s'ajoutent les complexités du droit de propriété¹⁸. Au XIX^e s. la nouvelle législation simplifie le droit de propriété et diminue les litiges, et d'autre part, le progrès technique permet le succès des entreprises. Toutefois, pour les opérations de grande ampleur, l'aide de l'État est nécessaire. Les lois sur la Sologne (juin 1852) et les Landes de Gascogne (juin 1857) ont permis le drainage et la mise en valeur de ces deux régions grâce à l'action coercitive de l'État et à ses subventions.

L'irrigation devient un sujet essentiel dans les zones méditerranéennes. Préoccupation ancienne de toutes les zones sèches, y compris les montagnes, elle devient une priorité au XIX^e siècle lorsque les moyens techniques s'améliorent. Les promoteurs en sont soit des individus fortunés, soit des associations qui recherchent des subventions de l'État (Espagne, Mexique¹⁹)

II. 3 Les innovations structurelles

Dès le XVI^e siècle, la réflexion sur les structures d'exploitation est au cœur de la stratégie des grands propriétaires. Trois aspects transparaissent ici. Ils s'attachent à réformer la gestion des domaines, à rechercher des capitaux et améliorer la formation de la main d'œuvre.

La gestion du domaine est évidemment la première préoccupation. Le propriétaire absentéiste délègue le travail à un régisseur ou bien loue à des fermiers. Les plus attentifs surveillent le régisseur. La princesse Anna de Saxe modifie la gestion afin de passer à une

¹⁸Jean-Laurent Rosenthal, *The Fruits of the Revolution. Property rights, Litigation and French Agriculture, 1700-1860*, Cambridge University Press, 1992. Jean-Michel Derex présente une autre interprétation qui valorise nettement plus les drainages réalisés sous l'ancien régime ([Les zones humides. HDR, Paris IV, 2008](#))

¹⁹ Cf. chapitres de J. Carmona et A. Tortolero

exploitation directe qui lui semble plus efficace et elle surveille étroitement l'intendant des domaines. Ce même souci se retrouve dans la Hongrie du XIX^e siècle : les seigneurs se contentent ici de bien choisir une équipe d'intendants qualifiés (András Vari). En revanche, les seigneurs anglais du XVII^e siècle ont une préférence marquée pour la location de leurs terres par des baux à long terme. Ceci préserve le seigneur des risques conjoncturels de l'agriculture, mais présente l'inconvénient de le placer à la merci de ses fermiers. Il arrive qu'en période de dépression, il faille aider le fermier, réduire le montant de son fermage ou encore accepter de prendre en charge certains frais d'entretien des bâtiments (R. Hoyle). Des exemples comparables se retrouvent en Beauce (J-M. Constant). L'aristocratie espagnole du XIX^e s. préfère elle aussi laisser majoritairement ses terres à bail.

Les enclosures constituent une innovation structurelle majeure qui affecte d'abord l'Angleterre. Traditionnellement vues comme le résultat de la volonté des seigneurs, elles se révèlent plus complexes. Les historiens montrent aujourd'hui que l'initiative ne provient pas seulement des élites, ce sont parfois les fermiers qui les réclament. De plus, alors qu'elles ont été longtemps considérées comme le point de départ indispensable des transformations agricoles, on se rend compte que d'autres changements structurels intervenus à la même époque ont été tout aussi déterminants : la suppression du régime de *copyhold* et son remplacement par des baux²⁰. Plus globalement, les élites ont pu jouer un rôle déterminant dans les changements du droit de propriété car ce sont elles qui sont nommées (ou élues) dans les assemblées délibérantes : ces réformes bouleversent les structures à partir de 1750, à des rythmes variés selon les pays.

Le mode de capitalisation est un autre domaine essentiel où interviennent les élites. La faculté de mobiliser les capitaux nécessaires aux transformations peut être considérée comme une des caractéristiques des élites. Dans les périodes de prospérité économique, les grands propriétaires ou leurs fermiers accumulent des capitaux pour

²⁰ *Copyhold* : le contrat d'occupation de la terre est transcrit sur les registres de la cour manoriale (*court rolls*) et le tenancier en conserve une copie. Le *copyholder* est donc un tenancier dont le contrat est régi par la coutume du manoir. Cette forme de contrat est progressivement remplacée par des baux : dans le système du *freehold*, le tenancier est libre car c'est la loi commune à l'ensemble du royaume qui la régit (*common law*). Il peut vendre, hypothéquer et léguer.

investir. Les fermiers de la Beauce étudiés par J-M. Constant ont patiemment accumulé et cette stratégie leur a permis de grimper l'échelle sociale.

Faut-il forcément une grande exploitation pour réussir à mobiliser des capitaux ? Les colonies agricoles qui ont un souci de progrès technique se construisent avec cet objectif (I. Jablonka). Juan Carmona montre que, en ce domaine, les grands propriétaires prouvent leur efficacité. Ils ont le moyen d'obtenir des capitaux moins onéreux, garantis par une hypothèque sur leurs terres. De plus, ils sont, grâce à leur meilleure éducation et leurs relations, mieux informés sur les possibilités de crédit. Ces avantages sont d'autant plus importants aux périodes où le marché des capitaux est insuffisant et cher.

Les besoins en capitaux s'accroissent à partir du milieu du XIX^e siècle. Les investissements sont nettement plus onéreux mais les exploitants peuvent trouver soit des prêts financiers (création de banques mutuelles, de crédit agricole soutenu par l'État), soit des tarifs avantageux pour leurs achats auprès des syndicats. Aussi les handicaps des petites exploitations face au marché des capitaux s'atténuent. Elles s'associent au sein de coopératives, ou associations comme la JAC.

La formation des acteurs est une autre importante intervention structurelle longtemps laissée à l'initiative des élites. Jusqu'au XVIII^e siècle, les seigneurs se sont parfois préoccupés individuellement d'améliorer les méthodes de leurs employés, mais ce n'est qu'à ce moment qu'apparaît l'idée d'une formation en écoles. Les premières créations ont déjà été évoquées ci-dessus : destinées à former des intendants de grands domaines, elles sont complétées par l'organisation de fermes-écoles destinées aux valets de ferme. Elles ont pour but de fournir des cadres moraux tout autant que des connaissances techniques. L'État s'est peu à peu décidé à intervenir, plus ou moins tardivement selon les pays, et a mis sur pied des écoles de différents niveaux, tant en Europe qu'en Amérique²¹.

²¹ Alejandro Tortolero décrit le développement des services agronomiques et d'enseignement dans le Mexique porfiriste. Cf la comparaison entre les pays européens donnée dans N. Vivier (ed.), *State and Rural Societies. Policy and Education in Europe, 1750-200*, Brepols, 2009.

La plupart des méthodes novatrices introduites par les élites demandent savoir et capitaux. C'est bien pourquoi leur acquisition est réservée à une élite du savoir et de la fortune jusqu'à ce que l'éducation et l'accès au crédit se généralisent. Ce changement intervient dans la seconde moitié du XIX^e siècle ou plus tard, selon les pays. Ceci conforte l'évolution de la composition des élites déjà exposée dans la première partie.

III. Quels furent les résultats obtenus ?

Les nouvelles recherches présentées ici abandonnent les idées reçues, elles présentent des résultats nuancés, ce qui a toute chance de mieux approcher la réalité. Mais ceci rend d'autant plus difficile l'appréciation des résultats obtenus par les élites en place. Essayons de faire le bilan des acquis, bien plus sous forme de débat que d'affirmations.

1. Une diffusion croissante des innovations:

Des échanges secrets à une volonté de diffusion universelle

La princesse Anna de Saxe échange des savoir-faire en secret, par l'intermédiaire de personnes sûres ; elle souhaite que les modalités de sa réforme des domaines princiers ne soient pas diffusées. Et cette discrétion est une attitude partagée par les autres cours allemandes du temps. Même si les études sur la France et l'Angleterre ne mentionnent rien de tel, ce comportement semble cohérent. La noblesse doit prouver, par la réussite de son agriculture, son aptitude à gérer qui fonde sa légitimité et son rôle de modèle. Les seigneurs tentent de montrer à leurs fermiers comment faire mieux, mais la diffusion des savoir-faire est strictement limitée puisque ces hommes ne quittent pas l'exploitation qui garde ainsi ses secrets et sa supériorité. Tout au plus, les seigneurs et grands fermiers échangent-ils des informations avec des congénères qu'ils ont sélectionnés.

Le premier virage advient lors de la création des sociétés d'agriculture : une élite réfléchit collectivement, et surtout les membres doivent échanger entre eux les informations. Ces élites traditionnelles de la fortune poursuivent deux buts : l'un est traditionnel, servir de modèle et en recueillir le prestige, et l'autre nouveau, contribuer à l'idéal d'un développement économique pour le bien de l'humanité. C'est un véritable

réseau international qui se met en place à travers les correspondances entre les sociétés d'agriculture des pays européens et d'Amérique du Nord.

La véritable volonté de diffusion universelle des nouvelles méthodes n'intervient que vers le milieu du XIX^e s. Le but est alors, par les publications, les foires et comices, de toucher toutes les catégories d'agriculteurs. Ceci se réalise peu à peu, d'abord grâce à l'enseignement agricole et aux efforts des États pour mettre en place une formation des adultes par les conférences, les champs d'expérience (ex : France, Allemagne), grâce aux efforts des syndicats et des coopératives créées à l'initiative des cultivateurs, puis grâce à la publicité, aux démarches des entreprises privées de vente du matériel agricole. La démarche d'innovation comme élément de distinction d'une élite s'est peu à peu muée en une volonté d'innovation à la portée de tous, pourvu qu'ils en aient le courage et les capitaux. Au XX^e s., et surtout après 1945, le rôle des élites traditionnelles est remplacé par celui de l'État qui encourage et subventionne les innovations. Ceci transforme la notion d'élite : à l'élite de la fortune se substitue une élite du savoir puis une élite du savoir-faire. On aboutit ainsi à une atténuation, voire même à la disparition de la notion d'élite. L'élite du progrès agricole est aujourd'hui constituée des cultivateurs les plus dynamiques qui savent le mieux s'adapter au marché en maîtrisant les avancées technologiques. Ceci transforme aussi la représentation de l'agriculteur : du paysan indémodable et arriéré, on passe à un paysan qui sait s'adapter dès qu'il en a les moyens (savoirs et capitaux).

2. Les élites traditionnelles ont-elles joué un rôle positif ?

Les élites traditionnelles des grands propriétaires ont-elles joué un rôle positif dans leur propre exploitation et en dehors ? Pour l'époque moderne, les seigneurs n'essaient leurs expériences que de façon très sélective. C'est donc pour le XIX^e s. que cette question est la plus pertinente, au moment où ils ont le rôle de diffusion du progrès agricole par leur action au sein des sociétés d'agriculture et par leur participation à l'administration locale, leurs mandats électifs dans les assemblées législatives. A travers les études réunies ici, la réponse est très difficile, hésitante.

L'idée dominante jusqu'ici donnait une réponse très positive. Cela n'a rien

d'étonnant puisque ce sont les élites, et elles seules, qui ont laissé des écrits. Elles ont besoin de soigner leur réputation, d'autant que souvent elles essaient de briguer des mandats politiques : elles amplifient ou magnifient leur rôle. Face à elles, les témoignages de paysans sont rares. Les romans témoignages écrits en France vers 1900, tel celui d'Emile Guillaumin, dénoncent les conseils théoriques donnés par les propriétaires citadins, conseils qui ne résistent pas à la pratique²². Mais Guillaumin, à la tête du syndicat des métayers du Bourbonnais, veut démontrer le mérite des métayers et souligner les entraves apportées par certains propriétaires. Comment l'historien peut-il faire la part des influences ? Les archives donnent aussi des exemples d'aristocrates qui se ruinent à introduire des races nouvelles d'animaux, des méthodes de culture. Ce sont des cas de propriétaires citadins qui essaient d'introduire à la campagne leurs valeurs bourgeoises, ou des aristocrates férus de progrès qui supportent les coûts des adaptations. Les Berthier, princes de Wagram, dans leur domaine de Grosbois, près de Paris, ont une exploitation modèle, mais le bilan financier n'est quasiment jamais en équilibre durant près d'un siècle²³. Il en va de même du domaine de Moya possédé par l'impératrice Eugénie, comtesse de Montijo : cette ferme modèle ne lui procure aucun revenu de 1867 à 1897 (J. Carmona).

Les recherches actuelles, après avoir nuancé, font généralement pencher légèrement la balance vers une influence positive des élites. Par leur rôle d'éclaireurs, les élites ont sensibilisé l'opinion. Le point sur lequel leur influence semble la plus nette est celui de la création des écoles d'agriculture laissées dans un premier temps à l'initiative privée. Toutefois, il faut être bien conscient qu'une fraction de ces mêmes élites qui siègent au parlement s'oppose à la formation des paysans ; elle freine ou torpille les projets d'intervention de l'État²⁴. Un autre point sur lequel leur intervention a été positive est leur faculté à mobiliser des capitaux. L'aristocratie foncière de Hongrie ou d'Espagne

²² Emile Guillaumin, *La vie d'un simple*, 1902, rééd. Le [Livre de poche](#),

²³ François Lalliard, « Propriété aristocratique et innovation agronomique en Ile-de-France au XIX^e siècle. La gestion des Berthier à Grosbois, 1808-1912) », *Histoire et Sociétés Rurales*, n°13, 2000, p. 67-92.

²⁴ Exemple donné par le cas de la Suède : Anders Nilsson et Lars Pettersson, dans le volume *State and rural societies*, op. cit.,

a peu agi en faveur du progrès agricole. Et pourtant, son appui a aidé les fermiers à obtenir des emprunts à des taux moins défavorables et ils ont pu prodiguer des conseils en période de crise, comme celle du phylloxera (Carmona).

Les sociétés d'agriculture étaient-elles à la pointe du progrès ou bien suivaient-elles ? À travers les exemples qu'il choisit, Daniel Samson soulève cette question. Il révèle que dans les années 1860, les sociétés de Nouvelle-Écosse n'ont pas préconisé la fabrication du beurre alors que ce secteur s'est révélé être le plus porteur. Erreur d'appréciation, ou bien manque d'intérêt d'une société d'hommes pour une production qui était essentiellement entre les mains des femmes ? Sans qu'intervienne le travail des femmes, à un niveau général, Claude-Isabelle BreLOT posait déjà cette question : la noblesse de Franche-Comté suivait les progrès plus qu'elle les introduisait²⁵.

Globalement, l'idée qui prévaut dans ce volume est celle d'une action des élites qui ne peut obtenir un résultat positif qu'à partir du moment où elle associe réellement tous les acteurs. Les cercles de réflexion des sociétés d'agriculture ne peuvent avoir qu'une influence très limitée tant qu'ils restent des cercles fermés, dans lesquels ils sont parfois prisonniers d'un schéma politique inadapté²⁶. Ce n'est que lorsque leurs membres participent à la vie de l'ensemble des acteurs de l'agriculture qu'ils peuvent être efficaces²⁷. Le contexte du XIX^e siècle y est favorable. Partout, les pouvoirs locaux s'affirment et les élites qui y siègent peuvent, par leurs règlements, favoriser l'adoption de nouvelles méthodes.

3. Rôle des élites ou rôle du marché ?

Si les historiens hésitent tant sur les résultats obtenus par les élites, c'est aussi parce qu'ils se demandent quelle est leur part et celle du marché, auquel est souvent attribué un rôle essentiel. Certains y voient des contraintes prédominantes, que ce soit au

²⁵ C.-I. BreLOT, *La noblesse réinventée : nobles de Franche-Comté de 1814 à 1870*, Paris, Belles-Lettres, 1992

²⁶ Cf les légitimistes (N. Vivier) ou les conservateurs des colonies pénitentiaires (I. Jablonka)

²⁷ Voir les exemples donnés par D. Samson, A. Tortolero, et B. Waché

XVI^e siècle, (R. Hoyle), au XVIII^e s. (L. Néraud) ou encore plus, au XX^e s.

Soyons bien conscients du fait qu'extraire un élément de tout un faisceau de causes et de son contexte est profondément anti-historique, comme le rappelle Richard Hoyle dans son texte. C'est pourquoi nous ne pourrons jamais faire la part de chacun des facteurs. Mais le rôle joué par le marché est indéniable, il détermine les résultats des exploitations. Les propriétaires autant que les paysans étaient prisonniers des possibilités qu'il dictait. Incontestablement, les producteurs recherchaient leur propre intérêt, mais ils répondaient inégalement aux sollicitations du marché selon leur courage, leur intelligence et leurs capacités financières. L'image de paysans étrangers au marché est à bannir comme éminemment fautive, c'est leur repli conjoncturel vers l'autarcie dû à la crise des années 1930 qui a durablement marqué les esprits. Ceci étant, gardons-nous de tomber dans l'excès inverse, bien des producteurs n'avaient qu'un accès très modeste au marché.

Ces remarques nous ramènent à l'image du paysan qui a tant influencé l'historiographie rurale. Considérés par les élites propriétaires comme illettrés, paresseux et routiniers, les paysans ont été mis sous tutelle comme des mineurs. Les élites du savoir et de la fortune, dans leur ensemble, se sont donc attribués la mission d'introduire le progrès, déniaient aux paysans toute capacité spontanée à s'adapter aux transformations économiques et sociales. Pour conforter leur prestige social et pour étayer leurs ambitions politiques, les élites ont magnifié leur rôle, ceci est manifeste en France. Mais seule une minorité des propriétaires fonciers qui les composaient se sont impliqués activement dans le progrès agricole. Misogynes au XIX^e siècle, ils ont d'autant plus minimisé les capacités des femmes agricultrices. Si ces membres des élites traditionnelles ont incontestablement joué un rôle en faveur des innovations, tout une autre part des progrès agricoles revient aux agriculteurs qui peuvent eux aussi être sensibles aux injonctions du marché et même à l'idée de progrès.